

PFAS : 34 ONG mettent la pression sur le gouvernement

Dossier de-
February 2025

WECF France (antenne française de WECF, Women Engage for a Common Future) et Générations Futures, ainsi que 32 organisations actives dans les domaines de l'environnement et de la santé, appellent le gouvernement en lui adressant une lettre, à agir de toute urgence suite aux résolutions du Forever Lobbying Project. Ce projet, rappelle le communiqué, a mis en évidence le lobbying orchestré par l'industrie chimique pour continuer à utiliser le groupe très nocif des substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) et pour tenter d'affaiblir les réglementations européennes et nationales en construction.

Les ONG demandent au gouvernement :

- De soutenir l'adoption de la proposition de loi 2024 n°161 visant à protéger la population française des risques liés aux PFAS. La loi actuellement débattue au Parlement, bien qu'elle constitue un premier pas nécessaire, reste limitée et ne doit être considérée que comme un point de départ vers une restriction universelle des PFAS ;
- De soutenir fermement la proposition de restriction universelle des PFAS présentée par l'Allemagne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, et la Suède, et refuser les appels à l'indulger ;
- De mettre fin aux ingérences des industriels en assurant la transparence du processus décisionnel ;
- D'accélérer l'élimination de toutes les utilisations "non-vitales" des PFAS et soutenir le développement d'alternatives sûres et de technologies moins impactantes ;
- De veiller à ce que les citoyens soient correctement informés des sources d'exposition aux PFAS et des risques encourus.

Par ailleurs, à la suite de la semaine de mobilisation européenne contre les PFAS (27 janvier-2 février), Générations Futures a lancé le site Internet collaboratif Victimes-PFAS. Ce site a pour objectif de renforcer la mobilisation et soutenir les victimes en proposant : des informations accessibles sur les PFAS, leurs impacts et les zones contaminées ; une carte interactive qui permet de localiser les sites pollués et les actions menées sur le terrain ; des outils et conseils pour soutenir les initiatives locales. Les victimes sont invitées à partager leurs expériences pour sensibiliser l'opinion publique et mettre la pression sur les responsables.

Victimes-PFAS